

Horlogerie : l'angelus de Milliet

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1985)**

Heft 760

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017488>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Angelus de Milliet

M. F. Milliet, président du conseil d'administration de la société horlogère née de la fusion SSIH-ASUAG, consacrait la moitié de son temps à cette activité; l'autre, à l'entreprise pharmaceutique dont il est le PDG. A l'heure de sa Swatch, une aspirine tous les deux jours! Selon toute vraisemblance, il sera condamné à l'aspirine tous les jours; on lui cherche un successeur, car l'horlogerie suisse devrait changer de propriétaires, les nouveaux maîtres amenant leur personnel dirigeant.

M. Arnold, ancien patron de la Migros, a été présenté et a accepté. C'est un homme de caractère; il a développé le secteur non-food de la Migros et, s'étant cassé la jambe, il a profité de son immobilité pour s'initier à l'informatique, sur laquelle il a écrit un livre. Bonne préparation donc pour affronter ce terrain glissant: puisse-t-il ne pas s'y casser l'autre jambe.

De toute façon, vu ses engagements actuels (président du conseil d'administration de Migros, président et administrateur-délégué du Kongresshaus de Zurich, vice-président des CFF où il préside la commission planification et investissements, conseil d'administration de Swissair, président de Reederei, d'Hotelplan et de la Fondation Signal de Bougy; on le trouve aussi à Electrona, au groupe Schmidheiny, à Eternit et auprès d'associations d'intérêt public, Centre paraplégique, Pro Infirmis, notamment), de toute façon donc, même avec des allègements, M. Arnold ne pourra consacrer à l'horlogerie qu'un mi-temps.

Certes, un président, c'est un coordinateur, un homme de décision, un entraîneur. Curieux tout de même qu'on en ait fait et qu'on veuille en faire dans l'horlogerie, une fonction à mi-temps.

M. Arnold a 63 ans. La reprise du groupe, vu les sommes en jeu, se fera par étapes: pas de majorité nouvelle avant 1987! M. Arnold, engagé, se donne cinq ans pour réussir. La moitié de son mandat serait donc en porte-à-faux. On comprend donc qu'il ait mis les points sur les «i».

QUE VEULENT LES BANQUES?

Depuis 1983, les banques détiennent le 98% du capital social (300 millions) du groupe. A en juger par les résultats et les chiffres d'exportation, des progrès ont été enregistrés. Pourquoi donc cette hâte à se dessaisir de cette entreprise à convalescence encore fragile?

L'explication la plus vraisemblable: c'est que les banques ne veulent plus financer, avec de nouveaux capitaux, les investissements encore nécessaires. Comme prêteurs, peut-être. Mais la casquette à double fond d'actionnaire majoritaire et de banquier est lourde, trop lourde à porter. D'où le délestage.

Mais pourquoi dans de si mauvaises conditions? Voyez les indiscrétions calculées, voyez la mise en cause de la gestion d'Omega dont on ne sait si elle

est l'objet de règlements de comptes internes ou d'un marchandage avec les acheteurs éventuels. Certes, la facture est lourde pour les acheteurs. La prise de majorité, autour de 50% du capital social, représente quelque 200 millions: pas à la portée de n'importe qui! D'où la nécessité de regrouper les investisseurs (Burroughs, Metteler, Schmidheiny, Hilti). D'où le rôle confus du bureau Hayek, dont on ignore s'il est expert ou intermédiaire, ou associé des acheteurs. Et un arrière-plan de jeunes loups désireux de passer des exercices de caisse à sable aux manœuvres sur un terrain grandeur nature.

Lors de l'intervention de 1983, les banques, notamment leurs leaders, la SBS et l'UBS, ont fait valoir leur rôle de sauveteurs. Ce rôle de saint-bernard a été une des images auréolées d'avant le vote sur l'initiative bancaire.

Aujourd'hui, terminé, le gobelet de rhum. On joue à grosses mises autour du tapis vert.

On voit, comme dans un film, les joueurs, les jokers, les millions.

Mais on ne voit pas: les travailleurs, les syndicats, les régions et les cantons.

A. G.

EN BREF

Question délicate: y a-t-il une parenté entre l'attitude des électeurs bernois il y a quelques mois à l'égard de l'achat d'un immeuble pour abriter des réfugiés et le référendum contre la construction d'un bâtiment pour l'école de langue française? Le prétexte dans les deux cas est le même: le projet est trop coûteux. Mais la réaction s'arrête-t-elle vraiment là?

* * *

Anny Klawa-Morf vient de fêter son 91^e anniversaire. La rédaction féminine de l'émetteur culturel bernois «Radio Förderband» lui a consacré une émission. Pendant près de deux heures, beaucoup de souvenirs, évocations d'une vie consacrée à

l'émancipation des travailleurs. A ce propos, combien reste-t-il de Suisses qui ont mangé des spaghetti avec Mussolini et qui ont fréquenté le ménage Lénine? C'est le cas, étonnant, d'Anny Klawa. Rappelons pour l'occasion que Mussolini, rédacteur à l'«Avanti», était un des orateurs à la fête zurichoise du 1^{er} mai 1913.

* * *

«Au fait», une nouvelle émission de la Télévision suisse alémanique avec téléphones des auditeurs sur le modèle de «Table ouverte», de la Télévision romande, vient de consacrer son émission du 20 janvier aux méthodes toujours plus agressives des œuvres d'entraide à la recherche de fonds. Le sujet est très actuel en Suisse puisque c'est le pays le plus généreux, paraît-il.